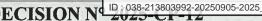
Publié le 24/09/2025









Prise en application de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités territoriales

Objet: Tour Lesdiguières - Travaux de consolidation et de sécurisation des ruines - Murs d'enceinte ST JEAN DE BOURNAY

Le Maire de St Jean de Bournay,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2122-23,
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16/07/2020 autorisant le Maire à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- Vu qu'il est nécessaire de prendre en considération la variation du montant des travaux attribués à l'Entreprise JACQUET à travers la mise en œuvre d'un avenant
- CONSIDERANT que cet avenant résulte de travaux imprévus qui ne figuraient pas dans le marché initial à savoir, la découverte par l'Entreprise JACQUET, lors de la phase travaux, d'un volume conséquent de pierres et de pierres de taille issues de la dégradation de la tour sur les années antérieures.
 - La Municipalité a souhaité utiliser ces matériaux originaux afin de rehausser une partie de la tour. Les modifications indroduites par le présent avenant n° 2 sont de poursuivre les travaux en élargissant le réhaussement en fonction des moellons de pierre disponibles.

DECIDE

ARTICLE 1: Le montant de l'avenant n° 2 est de 20 050.24 € HT. Le montant du marché initial pour ces travaux s'élevait à 165 581.76 € HT.

En prenant compte de l'avenant n° 1 du 25 juin 2025 d'un montant de 49 114.86 € HT, le nouveau montant du marché s'élève à 234 746.86 € HT générant un pourcentage d'augmentation de 41.77 %.

ARTICLE 2: Les dispositions de la présente décision sont applicables à compter du 04 septembre 2025.

ARTICLE 3: Madame la directrice générale des services de la Mairie est chargée de l'exécution de la présente décision dont une ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Isère.

ARTICLE 4: Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-23 du CGCT, la présente décision fera l'objet d'un compte rendu lors de la prochaine réunion du Conseil Municipal et figurera au registre des délibérations.

> Fait à Saint Jean de Bournay, le 05 septembre 2025. Le Maire.

Franck POURRAT -

La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble, 2 place de Verdun, 38000 GRENOBLE – Coarriel : qrenoble@juradm.fr Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans le même délai.